

Concours du CAPES/CAFEP EXTERNE D'HISTOIRE et GÉOGRAPHIE 2019

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE HISTOIRE

Sujet :

**Enseigner « Conditions féminines dans une société en mutation »
en classe de quatrième**

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme d'histoire du cycle 4, classe de quatrième, B.O. spécial n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire-géographie et EMC, classe de quatrième, Éric Chaudron, Françoise Martinetti, Stéphan Arias, Fabien Chaumard (dir.), Paris, Belin, 2016, p. 150-151.
- **Document C** : Manuel d'histoire-géographie et EMC, classe de quatrième, Nathalie Plaza et Stéphane Vautier, (dir.), Paris, Hachette, 2016, p. 192-193.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Michelle Perrot, « Histoire des femmes, histoire du genre », *Travail genre, et société*, 31, avril 2014, p. 29-33.
- **Document E** : Manon Garcia, « Beaucoup d'hommes perçoivent #MeToo comme un danger pour leurs priviléges », entretien avec Émilie Trevert, *Le Point*, 9 octobre 2018.

Document A : Extraits du programme d'histoire du cycle 4, classe de quatrième, B.O. spécial n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.

<u>Extraits du programme</u>	
Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
Thème 3 Société, culture et politique dans la France du XIX^e siècle - Conditions féminines dans une société en mutation	Quel statut, quelle place, quel nouveau rôle pour les femmes dans une société marquée par leur exclusion politique ? Femmes actives et ménagères, bourgeois, paysannes ou ouvrières, quelles sont leurs conditions de vie et leurs revendications ?

<u>Extraits de la fiche Eduscol</u>
<p>Les femmes restent également exclues de la vie politique. Mis à part en Finlande (1906) et en Norvège (1913), c'est le cas dans toutes les autres démocraties européennes, mais cette exclusion sera plus durable en France. Le travail féminin est pourtant une réalité ancienne : 6,2 millions de femmes sont actives en 1866, soit un tiers de la population active totale, et encore ce chiffre est-il probablement sous-évalué du fait de l'activité des femmes d'agriculteurs, d'artisans et de commerçants. Les femmes, moins syndiquées que les hommes, participent cependant aux mouvements de grève (elles sont 27% des grévistes du midi entre 1903 et 1914), et des grèves se produisent dans des secteurs où le travail féminin domine (comme dans le textile). [...]</p> <p>De plus, elles rattrapent au long du XIX^e siècle leur retard d'alphabétisation sur les hommes. La première bachelière est diplômée en 1861, et en 1881 une femme est pour la première fois reçue à l'externat de médecine. L'enseignement secondaire féminin se met en place en 1867 et 1880. En 1900, les femmes ont le droit de plaider comme avocates. Le sport féminin commence son essor à la Belle Époque. Mais la revendication du droit de vote, présente dès 1848, portée ensuite par des militantes comme Hubertine Auclert, ne trouve pas de débouché, quand bien même elle attire la sympathie de quelques députés comme Ferdinand Buisson. [...]</p> <p>Les femmes ne participent pas aux élections, mais les féministes investissent la sphère publique pour faire avancer leur cause. Si elles luttent pour l'instruction des filles, elles se préoccupent également du droit du travail féminin. Leur action met en évidence l'importance et la diversité des activités économiques des femmes. Les revendications et les avancées juridiques permettent d'aborder les mutations des conditions féminines. Pour obtenir gain de cause, les femmes sont entrées en politique. Elles ont fondé des associations. Elles ont créé de nombreux organes de presse. Des photographies de manifestations, des discours, des articles de presse peuvent ainsi permettre de comprendre un combat féministe, des évolutions des conditions féminines et la politisation nouvelle des femmes françaises.</p>

Document D : Michelle Perrot, « Histoire des femmes, histoire du genre », *Travail, genre et société*, 31, avril 2014, p. 29-33.

Année 1973 : c'est à ce moment qu'on a fait à l'université Paris VII-Jussieu le premier cours sur l'histoire des femmes. [...] Ce cours, nous l'avions intitulé : « Les femmes ont-elles une histoire ? », ce qui traduit notre incertitude. En ces temps d'une anthropologie structurale triomphante, les femmes semblaient prises dans l'infinie répétition du même, d'une immobile reproduction.

Mais justement, nous voulions rompre avec cette trompeuse éternité, fausse « évidence » que nous souhaitions dissiper. À ce stade, nous étions surtout préoccupées de « visibilité ». Nous prenions la mesure du silence qui enveloppait les femmes, de l'obscurité qui ensevelissait leur existence collective et plus encore individuelle, femmes sans nom, sans voix et sans visage dans l'immensité d'une histoire qui semblait – disait Simone de Beauvoir – n'avoir été faite que par les hommes. Ce que nous contestions. Devenir visibles, *becoming visible* comme l'écrivaient nos collègues américaines, rendre visible, briser le silence, faire entendre et voir. C'était notre souci premier, jusqu'à l'obsession. Une obsession qui nous précipitait dans les bibliothèques et les archives sur les traces de nos aïeules.

Nous avions le sentiment d'avoir tout à défricher et inventer : les sources, les groupes, les biographies, les problématiques. Il fallait fouiller les archives, inventorier les journaux, imaginer des lieux, retrouver les voix de « celles qui n'ont pas écrit » [...]. Sans doute nous nous exagérions le caractère pionnier de notre entreprise. Nous avions eu des précurseur-e-s. Tout de même, la virilité de l'histoire universitaire nous justifiait.

Dans cette recherche des femmes, il y avait deux côtés : d'une part, les femmes « victimes », dont la sujexion posait la question de la « domination masculine » qui, sous des formes diverses, a été formulée très tôt, mais dont l'inventaire s'avérait à la longue un peu lassant et déprimant ; de l'autre, l'action de femmes qui n'avaient jamais été passives, ni uniquement malheureuses, qui avaient défendu ou conquis leur autonomie, tant dans la vie quotidienne que dans la cité. Travail des femmes, objet majeur, culture, formes d'obstruction ou d'intervention, dans le privé et dans le public, surgissement du / des féminismes : autant de pistes, dont l'abord a été facilité par le dynamisme de la « nouvelle histoire » et son « vertige des foisonnements ». [...]

[Cette première histoire des femmes] ne posait pas directement le problème du genre et employait peu le mot. Mais elle réfléchissait à la différence des sexes. En histoire et en sociologie (les deux disciplines marchaient ensemble, du moins pour l'époque contemporaine), nous étions résolument beauvoiriennes. Lectrices du *Deuxième Sexe* (1949), nous étions convaincues qu'« on ne naît pas femme, on le devient ». La phrase fameuse avait bouleversé l'existence de nombre d'entre nous et ouvert le champ de la déconstruction du féminin et, par conséquent, du masculin. [...]

Nous avions, par ailleurs, un accès immédiat aux recherches américaines en raison de nos liens avec deux éminentes spécialistes d'histoire française, Natalie Zemon-Davis et Joan Scott, pionnières de l'histoire des femmes, dont le cheminement n'est pas sans rappeler le nôtre.

Document E : Manon Garcia, philosophe, « Beaucoup d'hommes perçoivent #MeToo comme un danger pour leurs priviléges », entretien avec Émilie Trevert, *Le Point*, 9 octobre 2018.

Le Point : Quel bilan tirez-vous un an après l'affaire Weinstein et le lancement du fameux #MeToo ? Est-ce une avancée considérable pour la cause des femmes, comme certaines et certains le pensent ?

Manon Garcia : L'affaire Weinstein est un « événement » au sens philosophique du terme dans le sens où elle a constitué une coupure : il y a désormais un avant et un après. La parole des femmes sur les violences qu'elles subissent au quotidien est désormais mieux écoutée, il y a eu une prise de conscience du sexism quotidien de la société notamment de la part de beaucoup d'hommes qui ne s'en rendaient pas compte. [...]

Avez-vous pu observer des progrès en matière d'égalité femmes-hommes ou au contraire des reculs ? Le procès et la condamnation à 6 mois ferme de l'agresseur de Marie Laguerre sont-ils une conséquence de #MeToo ?

La situation n'est ni bien meilleure ni bien pire. La prise en compte de la parole des femmes a conduit beaucoup d'hommes de bonne volonté à s'interroger sur leurs pratiques et à en changer certaines et, plus globalement, nombre de personnes interviennent désormais davantage lorsqu'elles voient des femmes en difficulté dans l'espace public. Pour autant, je suis assez perplexe de voir qu'une parole très sexiste et antiféministe a pris une place grandissante ces derniers temps : beaucoup d'hommes, très inquiets, perçoivent #MeToo comme un danger pour leurs priviléges, se mettent dans une position victime et propagent des absurdités sur ce mouvement. Dire que si l'on ne peut plus harceler et agresser en paix, les rapports entre hommes et femmes vont devenir ennuyeux et policés, c'est avoir une drôle d'idée de ce que sont des rapports humains, sexuels, amoureux et harmonieux.

N'est-on pas entré depuis cette affaire dans une culture de la victimisation ?

Si vous faites référence à la position victime de beaucoup d'hommes qui font comme si dénoncer le harcèlement et les agressions était une entrave à leur liberté, alors oui, je suis d'accord. Mais si vous voulez dire que l'on considère les femmes comme des victimes, bien sûr que non ! Allons-nous voir des gens qui portent plainte après s'être fait cambrioler en leur disant « arrêtez de vous positionner en victimes » ? On trouverait ça absurde. De la même manière, les femmes n'y peuvent rien si elles sont victimes d'agressions de la part d'hommes. Dénoncer leur victimisation, c'est aussi absurde que de se plaindre des personnes âgées qui se font voler leur sac à main dans la rue ! [...]

Depuis l'affaire Weinstein, n'a-t-on pas creusé davantage le fossé entre deux camps, les féministes croyant à une société structurée par la domination masculine et ceux et celles qui n'y croient pas ou le savent, mais s'en contrefichent ? Ne tombe-t-on pas dans une dichotomie un peu simpliste ?

Je pense en effet que la société se divise entre celles et ceux qui pensent que la domination masculine est un problème et celles et ceux qui la défendent. Mais personne ne peut sérieusement dire qu'il n'y a pas d'inégalités structurelles entre les hommes et les femmes dans notre société. Ce serait ridicule et tellement facilement démenti par le caractère génré des agressions sexuelles (commises à 95 % par des hommes), par les inégalités salariales entre les hommes et les femmes, par les inégalités en termes de travail domestique. Ce n'est pas tant une dichotomie simpliste qu'une manifestation du sexism de notre société.